

Zoom sur le CIAS



Dénonçant un différentiel de **24 millions d'euros** entre le vote parlementaire et l'exécution réelle, les organisations syndicales, dont l'**UNSA**, ont porté un regard attentif sur l'exécution budgétaire 2010 pour que l'ensemble des crédits dédiés à l'action sociale soient effectivement utilisés.

L'UNSA revendique une utilisation effective de tous les crédits d'action sociale en 2011.

Face à ce constat, pour lutter contre la sous-consommation, l'**UNSA** a proposé un ajustement des méthodes de gestion visant :

- Un meilleur suivi de la consommation budgétaire,
- Un redéploiement des crédits disponibles non utilisés pour répondre aux besoins en expansion,
- Une souplesse dans le calendrier,
- Une optimisation du fonctionnement des SRIAS par l'abondement de moyens humains.

Perspectives pour l'action sociale 2012

Une action sociale pour l'enfance et la famille



☒ Constats en 2011

☒ seulement 2000 places en crèches dans 17 régions et 100 000 bénéficiaires des CESU 0-3, 3-6 ans,

☒ un contexte politique difficile (gel du point d'indice et baisse du pouvoir d'achat, recul de l'âge de départ en retraite), et une baisse du taux de scolarisation dès 2 ans.

Prévisions 2012 :

→ Pour les réservations de places en crèches : 20.71 M€ prévus en 2011 et **21,10M€ en 2012.**

- Maintien des crédits budgétaires des CESU à **55 M€.**

L'UNSA se mobilise pour une politique offensive d'aides aux familles pour la garde d'enfants pour obtenir :

- Des moyens techniques et humains dédiés aux SRIAS pour le suivi et la gestion des réservations de berceaux,
- Un état des lieux et une analyse des besoins par régions,
- Une augmentation conséquente du nombre de bénéficiaires du titre CESU garde d'enfants,
- Une harmonisation des réservations de berceaux sur tout le territoire, **y compris dans les D.O.M.**

Une action sociale pour le logement



L'UNSA défend une réelle politique d'action sociale du logement.

L'UNSA a soulevé, la problématique des logements sociaux décrivant le manque d'investissement dans la rénovation et souligné les fortes carences en construction avec **seulement** en 2011 : **10 M€ de crédits sociaux.**

Toutes les demandes n'ont pu être satisfaites, notamment dans des régions où la pression foncière est importante, en particulier en l'Île de France et en PACA.

L'UNSA soutient la mise en œuvre rapide d'un logiciel de gestion, et revendique l'abondement en personnels dédiés à la gestion du parc de logement sociaux.

L'UNSA demande qu'une étude soit conduite, visant notamment la maîtrise et le repérage des besoins ainsi que la gestion du flux des demandes.

L'UNSA exprime de vives craintes, vis-à-vis de la circulaire qui vise à supprimer le quota de 5 % garanti en termes de construction de logements sociaux à destination des Fonctionnaires.

Une mission va être déployée sur 6 départements pilotes. Les résultats de l'étude seront rendus **le 30 octobre prochain.**



Une action sociale pour le logement (suite)

L'ensemble des participants a fait le constat d'un faible taux d'adhésion au prêt de mobilité et a soulevé la question du maintien de cette prestation pour l'exercice 2012.

En contrepartie, une nouvelle aide pourrait être créée sous la forme d'un prêt pour l'aide au logement étudiant des enfants de fonctionnaires.

L'**UNSA** revendique la révision dès la rentrée de l'Aide à l'Installation des Personnels pour l'exercice 2012 pour répondre aux besoins de mobilité et d'installation.

Une action sociale pour les retraités



L'**UNSA** se mobilise pour rétablir une aide aux retraités

☒ Constat : **RIEN** depuis 2008

→ Pour 2012 : **10 M €**, annoncés le 31 mai dernier pour la relance de l'Aide Au Maintien à domicile (AMD).

Ces crédits ont été confirmés au CIAS de juin 2011.

Une rencontre avec la Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse a eu lieu, un groupe de travail s'est réuni le 21 septembre pour effectuer la sélection du prestataire.

La date de relance de la prestation a été fixée au 31 Mars 2012.

SRIAS : Section Régionale interministérielle d'Action Sociale

L'**UNSA** demande une évolution des crédits SRIAS au regard de leurs besoins.

→ Le budget sera abondé à **2M€** en 2012.

Il s'agit de conforter la consommation maximum des crédits et de renforcer l'activité des SRIAS pour l'accès des agents aux vacances, à la culture, aux sports et loisirs.

Un partenariat avec l'ANCV pourrait permettre l'application d'un plan «vacances seniors» et l'occupation de résidences vacances appartenant à des associations ministérielles selon certaines saisons.

Une action sociale pour la restauration



☒ 12 M€ en 2011

→ 15M€ prévus en 2012

L'**UNSA** réclame une harmonisation des tarifs et une véritable réponse aux besoins des agents en matière de restauration collective.

En effet les relogements induits par la REATE ont obligé les agents à prendre les transports en commun, faute de parking, mais ne leur permettent plus de disposer d'un RIA de proximité et ainsi ils ne bénéficient plus, ni de la prestation « repas », ni d'un repas équilibré (les sandwiches et autres ne sont que des expédients nocifs pour la santé).

L'**UNSA** a dénoncé la faiblesse de consommation des crédits sociaux liés à la modernisation des R.I.A.

L'**UNSA** a demandé la construction de R.I.A. dans les zones où la demande est présente et dépourvue de restauration administrative.

L'**UNSA** a proposé une harmonisation des tarifs déployés sur le territoire.

La réunion d'un groupe de travail permettant de réviser la circulaire 98 est aussi prévue afin d'envisager des prestations qui devraient être plus communes à l'ensemble fonctionnaires de l'État (notamment pour la prestation repas par exemple).

Aujourd'hui
10 octobre...

10...5...3...0

VOTEZ
UNSA



LA POSTE

CAP/CCP VOTE
UNIQUEMENT
PAR CORRESPONDANCE

Faites entendre

20 OCTOBRE

une autre voix !